



PAC

PORTER A CONNAISSANCE

La France est aujourd'hui la 6^e puissance économique mondiale. L'économie française est principalement une économie de services. Le secteur tertiaire (activités de services) représente plus de 75 % des emplois, contre 13 % environ pour le secteur secondaire (activités industrielles), environ 7 % pour la construction et 3 % pour le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche). La population active est de plus de 28 millions, et le nombre d'emplois de plus de 25 millions. En 2013, le taux d'activité en France était de 71,1 %.

La dernière crise économique de 2008, a eu des répercussions importantes sur l'économie. De nombreuses réformes et relances ont été menées pour retrouver la croissance, créer de l'emploi, produire des richesses... La Picardie a aussi été fortement impacté par cette crise. Territoire historique de productions industrielles, la tertiarisation de l'économie ajoutée à cette crise a

entraîné un certain déclin. Aujourd'hui la région doit tirer profit de sa position géographique privilégiée entre l'Île de France et le nord de l'Europe, de son accessibilité par les nombreuses voies de communications qui la desservent et de son tissu économique en mutation, pour retrouver une forte croissance.

Les différentes collectivités qui la composent doivent mettre en œuvre leur politique économique, en particulier au travers de documents cadres, qui seront ensuite traduits et déclinés dans les documents d'urbanisme.

En effet, le code de l'urbanisme prévoit que les documents de planification prennent en compte le développement économique, en étudiant notamment les thématiques du commerce, du tourisme des loisirs ou encore des équipements et des services. Dans les différentes pièces des documents ces thématiques doivent être abordées.

FICHE

n° 2

Population active et emplois par catégorie socioprofessionnelle

Les données suivantes sont issues de l'INSEE (RP2013) et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, selon les catégories socioprofessionnelles.

	Département de l'Oise	Chambly
Population active de 15 à 64 ans	391 753	4 966
Dont agriculteurs exploitants	3 073	0
artisans, commerçants et chefs d'entreprises	18 993	201
cadres et professions intellectuelles supérieures	48 803	510
professions intermédiaires	100 049	1 583
employés	112 973	1 578
ouvriers	102 497	1 039
Nombre de chômeurs	52 064	648
Taux de chômage (en %)	13,30%	12,8

	Département de l'Oise		Chambly	
	Nombre	%	Nombre	%
Nombre d'emplois	275 119	100,0	3 767	100
Dont agriculteurs exploitants	3 246	1,2	10	0,3
artisans, commerçants et chefs d'entreprises	16 608	6	255	6,8
cadres et professions intellectuelles supérieures	34 379	12,5	369	9,8
professions intermédiaires	69 835	25,4	1 036	27,5
employés	78 453	28,5	1 087	28,9
ouvriers	72 597	26,5	1 010	26,8

L'ÉCONOMIE

Établissements par secteur d'activité

La commune de Chambly appartient à l'aire urbaine de Paris. Elle appartient à la zone d'emploi de Roissy – Sud Picardie.

Les données suivantes sont issues de l'INSEE et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, à partir des établissements recensés au 1er janvier 2015 et des établissements créés en 2015 par secteur d'activité.

	Département de l'Oise		Chambly	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	42 073	100	677	100
Dont industrie	3 206	7,6	48	7,1
construction	6 049	14,4	104	15,4
commerce, transports, hébergement et restauration	13 329	31,7	228	33,7
Services aux entreprises	10 714	25,5	162	23,9
Services aux particuliers	8 775	20,9	135	19,9
Création d'établissements en 2015	5 545	100	83	100

Tourisme

L'INSEE, en partenariat avec le Comité Régional Touristique (CRT) et le ministère de l'économie (DGCIS) a recensé 1 camping offrant 118 places au 1^{er} janvier 2016.

	Camping	Emplacements
Ensemble	1	79
1 étoile	0	0
2 étoiles	1	118
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	1	79

Équipements et services

La commune de Chambly concentre quelques de nombreux équipements et services :

- 234 de la gamme de proximité (la gamme de proximité réunit les plus courants, tels que l'école élémentaire, la boulangerie ou le médecin généraliste) ;
- 76 de la gamme intermédiaire (la gamme intermédiaire regroupe des équipements moins fréquents comme le collège, le supermarché ou le laboratoire d'analyses médicales) ;
- 16 de la gamme supérieure (la gamme supérieure regroupe des équipements plus rares comme les lycées, les établissements hospitaliers ou les hypermarchés).

Zones d'activités économiques

Dans l'esprit des lois Grenelle et de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, les collectivités sont encouragées à prioriser le renouvellement urbain, le comblement des zones existantes et la réhabilitation de zones vieillissantes, avant de prévoir l'extension ou la création de nouvelles zones. Une [publication du CEREMA](#) traite de la requalification des zones d'activités périphériques.

Le document d'urbanisme doit donc présenter un état des lieux complet des zones existantes (taux d'occupation, perspectives d'évolution, points forts, points faibles, etc...) et justifier l'inscription d'extension ou de création de zones.

La prise en compte ou la compatibilité avec les documents de norme supérieure sur les aspects économiques doit être étudiée et justifiée.

La construction

Les trois tableaux ci-dessous détaillent les statistiques sur la construction neuve de ces dix dernières années dans la commune, établies à partir des déclarations de commencement de chantiers.

Ces statistiques sont extraites de l'application nationale Sit@del2 du ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. Vous pouvez directement consulter la base de données nationale sur le site internet : [lien vers Sit@del2](#).

Année	Nombre de logements commencés				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	5	0	22	20	47
2005	3	3	0	0	6
2006	5	1	56	0	62
2007	34	32	16	0	82
2008	24	35	5	0	64
2009	14	61	7	81	163
2010	14	13	6	0	33
2011	5	13	217	0	235
2012	5	2	4	0	11
2013	17	2	67	/	86

Année	Surface de logements commencés (en m ²)				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	400	0	1741	1878	4 019
2005	458	370	0	0	828
2006	550	90	4202	0	4 842
2007	3746	3207	580	0	7 533
2008	3064	3759	138	0	6 961
2009	1729	6771	506	3	9 009
2010	1462	1397	320	0	3 179
2011	764	1293	14407	0	16 464
2012	524	253	335	0	1 112
2013	1890	182	5506	0	7 578

Année	Surface des locaux autres que logements commencés (en m ²)	
	SHON commencée des locaux autres que logements	Dont SHON commencée locaux service public
2004	18493	818
2005	42708	227
2006	13090	3923
2007	16992	405
2008	2972	300
2009	5524	0
2010	4196	1549
2011	13276	0
2012	0	0
2013	19504	0

(/ : pas de données Sitadel)

